

# Réunion Débat de Mains Libres

17 novembre 2012

## Présents

ABA Françoise, AKOU Ibo Félix, BARGU Petru, BEZIAU Jeannick, BLOT Bernard, BOUAYAD Ghislaine, BOURGUINAT Elisabeth, BROUSSE René, BUI Van Khoa, CHANAL Isabelle, CHAUDHORY Shopon, DANO Valérie, DE CAVALHO Cynthia, DUBOIS Bernard, ETIENNE Véronique, GAZUA Georges, GORSKI Dariusz, HAMMAD Nabila, KALT Jeanne, LACAU Elisabeth, LOUIS Etienne, MANTUILA Frédéric, MORIN Michel, REDEUIL Jean, RIAHI-IDRISSI Abdelhadi, ROSSI Jacqueline, SADIA Patrice, SARRAZIN Bernard, SCHILTZ Marie-Ange, SUN Chamroem, TOUDERTE Daniel, TRAN Eric, VORATOVIC Dusan, WYCAERT Frédéric, XHEMO Edlira, YU TING Emmanuelle

Excusés : CHANAL Isabelle, PASTRANA Raoul, SIMONET Catherine, TEMPLIER Hugues, TIBOUVILLE Chloé

Discours introductif de la présidente Elisabeth Bourguinat

Cette réunion a été organisée afin de compléter le temps des débats trop court des assemblées générales. Aujourd'hui, le thème de la discussion porte sur l'avenir de la bagagerie.

**Une force** : 7 ans d'activité au mois de mars 2013 pour un projet innovant dont certains annonçaient qu'il ne durerait pas plus de trois mois.

## Des fragilités :

- La présidente historique annonce qu'elle ne se représentera pas en 2013, il n'y a pas actuellement de candidat déclaré pour prendre la suite. La situation peut évoluer selon deux scénarios :
  - o un scénario idéal, un (e) ou des candidat(e)s se font connaître avant l'assemblée générale de mars, ce qui permet alors d'organiser des primaires lors de cette AG pour désigner le meilleur candidat, puis de préparer la transition entre mars et juin. Le nouveau président serait alors validé par l'assemblée générale de juin ;
  - o un scénario catastrophe : aucun candidat ne se déclare : l'association entre alors en crise, ce qu'assume l'actuelle présidente qui estime qu'elle a fait son temps. Quand un coureur de marathon arrive au bout de ses 42 km, on ne peut pas lui demander de continuer à courir. Elle sait cependant que cette situation entraînerait de nombreux problèmes et souhaite par conséquent qu'une solution soit trouvée rapidement.
- La mission d'insertion de la bagagerie.  
La Ville et la DASES considèrent que certains usagers conservent très longtemps leur casier (plusieurs années), qu'un nombre croissant d'anciens usagers reviennent, parfois après une tentative d'hébergement très courte, comme José récemment. Elles ont exprimé la crainte que la bagagerie serve à « maintenir les gens dans la rue » en leur apportant un « confort » relatif. Si la bagagerie ne joue plus un rôle d'insertion, son devenir risque d'être menacé par ceux qui la financent. Il faut donc non seulement féliciter ceux qui quittent la rue mais leur être reconnaissant car ils contribuent à assurer la pérennité de la bagagerie. Bien sûr, on sait que c'est très difficile de quitter la rue. On pourrait quand même souhaiter qu'au moins, ceux qui ont réussi à trouver un hébergement et deviennent des anciens usagers ne soient pas rejetés et stigmatisés comme c'est parfois le cas au sein de la bagagerie : ils devraient au contraire être considérés comme des « héros ». Pour éviter que les usagers gardent trop longtemps leur casier, la Ville et la DASES ont suggéré que nous mettions en place des « tickets de renouvellement » annuels, accordés par nos associations partenaires en fonction des démarches d'insertion accomplies par les usagers. Nous avons objecté que si on remettait en cause le principe selon lequel le casier est accordé à l'usager aussi longtemps qu'il en a besoin,

tout ce que nous avons construit ensemble allait s'effondrer. Nous avons accepté en revanche le principe que chaque usager ait l'obligation d'avoir un suivi social et nous sommes en train de vérifier la situation de chacun des usagers. Les quelques personnes qui n'ont plus aucun suivi se verront proposer d'avoir au moins un rendez-vous avec un travailleur social. En cas de refus, elles ne pourront pas rester à la bagagerie : ne pourront réadhérer en 2013 que ceux dont il sera confirmé qu'ils ont un référent social.

- Le local. A la fin du chantier s'il ne reste plus que notre bungalow, il nous faudra partir. Un nouveau local nous est proposé rue Jean Lantier dans le 1<sup>er</sup> arrdt. Cette nouvelle implantation nous impose de régler :
  - o l'aspect financier de l'opération. Elisabeth nous annonce la bonne nouvelle : la Ville de Paris prend en charge les 130000 euros de travaux « propriétaire », reste à trouver les 60000 euros concernant les travaux « locataire » sachant que nous avons déjà une promesse ferme d'un financement pour un montant de 15000 euros soit un quart de la somme.
  - o la situation du nouveau local dans une zone d'habitation dense avec un hôtel et plusieurs restaurants qui ont déjà manifesté leur hostilité à l'implantation de la bagagerie. Cet environnement nous obligera à une très grande vigilance sur l'occupation par les usagers de l'espace public. Si on n'arrive pas à contrôler l'usage de la rue et à gérer les abords de la bagagerie alors nous serons en danger car le maire ne nous soutiendra pas longtemps contre l'avis de ses électeurs.
  - o une implantation sur deux niveaux qui nous impose une réorganisation de nos permanences

### **Tour de table**

*Frédéric Wyckaert* : globalement, ça va bien. Tout fonctionne bien au niveau de la permanence où il est, les gens sont gentils, il y a très peu de problèmes. Il ajoute deux remarques à consonance plus négative : le comportement de Martine Martin qui joue trop au petit chef quand elle est de permanence et l'usage des toilettes comme salle de bain.

*Bernard Blot* : revient sur le « choix » du nouveau local qui sera sur deux niveaux et qui donc posera des problèmes pour l'organisation des permanences. A cela s'ajoute le problème du financement du loyer de l'ordre de 50000 euros par mois.

*Elisabeth Bourguinat* : nous n'avons pas le choix, « c'est ça ou rien ». Nous avons besoin d'une surface relativement grande, située dans le quartier, et dans un immeuble qui appartienne à la Ville, car nous avons expérimenté avec le local du passage des Lingères qu'un bailleur privé préférera toujours n'importe quelle autre activité, voire aucune activité du tout, au fait d'accueillir un équipement pour SDF. Or ce type de local est très rare dans le quartier et la Ville a annoncé qu'elle n'en chercherait pas d'autre que celui de la rue Jean Lantier.

*Véronique Etienne* revient sur l'exigence de résultats qu'on nous demande. Nous n'avons pas vocation à faire du social, c'est rôle des travailleurs sociaux. Elle ne voit pas de solution pour répondre à cette demande sauf si la Ville nous attribue un poste d'assistance sociale.

*Patrice Sadia* remarque que cette façon de nous imposer une obligation à résultats de « sortie de rue » est impossible à tenir. Il a l'impression qu'on nous tend un piège car nous n'avons pas les moyens d'avoir ce genre de résultat. Les instances politiques nous demandent de faire mieux qu'elles alors qu'on n'en a pas les moyens. Les gens des bureaux de la Ville devraient venir nous voir fonctionner et nous indiquer comment il faut faire pour assurer des résultats. C'est effrayant, il faut comprendre d'où vient cette demande.

*Bernard Sarrazin* a toujours constaté un problème d'articulation entre bénévoles et travailleurs sociaux car les bénévoles n'ont pas d'obligation de résultat. Il trouve géniale l'action de Mains Libres qui a su combiner le travail de reconstitution du relationnel avec un service efficace et utile. Il a lu avec un grand intérêt les minutes du débat avec les partenaires. On n'est pas là pour réinsérer les gens, on est là pour les

aider à se reconstruire en vue de favoriser leur sortie de la rue. Il s'insurge contre l'idée d'« accompagnement pédagogique », qui est une relation à sens unique, alors qu'il veut être dans le relationnel réciproque. C'est affreux, de dire que les usagers « vivent trop bien » à la bagagerie. Il trouve inadmissible et inefficace l'idée de « contrôle technique » tous les ans. En réalité il n'y a pas assez de logements, l'aide mise en œuvre est inefficace, nous ne sommes pas responsables de la situation, c'est le problème des politiques et de l'administration. Il nous faudrait reconstruire un discours plus offensif alors que pour l'instant, nous sommes sur une ligne très défensive.

*Françoise Aba* : la ville ne devrait pas nous faire de reproches. Si la bagagerie n'existait pas, les gens s'enfonceraient beaucoup plus. On n'est qu'un maillon dans la solidarité. En vue d'améliorer les relations qu'on tisse ensemble au sein de la bagagerie elle propose de faire :

- plus attention à l'intégration des nouveaux bénévoles, surtout ceux du soir car à ce moment là c'est difficile des rentrer en contact avec les usagers qui sont fatigués et s'installent pour dîner.
- De faire des ateliers « aménagement » afin d'impliquer le plus grand nombre d'adhérents dans l'aménagement du futur local. Ce pourrait être un atelier « peinture » ou « carrelage ». Même si ce n'est pas rentable, humainement ce serait important

*Edlira Xhemo* conteste la vision de la Ville, pour elle l'insertion reste certes le but mais il y a d'abord la reconstruction de la personne afin de la remettre dans la vie. La bagagerie est un accessoire, elle est ouverte 2 h le matin et 2 h le soir, elle ne met à disposition des usagers qu'un demi mètre cube de rangement, ce qui nécessite de faire un tri drastique. Ce n'est pas ce qu'elle appelle un confort. Dans cette structure, l'instruction pédagogique n'est pas possible, il faudrait ajouter des activités supplémentaires si on voulait aller dans ce sens..

*Jeanne Kalt* juge très intéressante la remarque qui a été faite sur notre position défensive mais ce n'est pas facile d'être offensif devant la Ville. Nous avons, cependant, réussi à dire qu'on ne pouvait prendre d'engagement de chiffre sur les « sorties de rue ». Le seul point sur lequel nous avons accepté de nous engager est de vérifier l'effectivité du suivi social dans l'année des adhérents usagers. Sur nombre de nos résistances, les associations partenaires nous ont soutenues

*Eric Tran* : Peut-on demander à des volontaires de faire un suivi social ? Les ADF ne sont pas toujours présents et nous (SDF) on est là tous les jours mais selon la journée qu'on a passée, on a des réactions différentes. Selon mon expérience, la sortie de la rue est difficile. On vit une fracture brutale, on a soudainement un travail, un logement, des horaires. La « sortie » c'est aussi l'absence de continuité, une fois qu'on travaille on perd la relation permanente avec les autres SDF et les ADF. Il y a aussi l'exemple de José Abderrhame qui n'a pas pu supporter le suivi social une fois par semaine et les règles horaires qui lui ont été imposés par les travailleurs sociaux et a préféré quitter son hébergement.

*Véronique Etienne* nous informe qu'il est revenu depuis peu dans son hébergement, son assistant social l'a recontacté et a accepté d'être plus souple à son égard.

*Bernard Sarrazin* a parlé avec José. Il semble qu'un travailleur social ait été maladroit avec lui et ait manqué de souplesse. Maris ça s'arrangerait..

*Elisabeth Bourguinat* revient sur la question d'un travailleur social affecté à la bagagerie. Ce n'est pas envisagé ni par la Ville ni par nous. La Ville ne veut pas créer de nouveaux postes de travailleurs sociaux alors qu'elle estime que certaines personnes à la rue profitent déjà de plusieurs travailleurs sociaux et associations ; elle souhaite rationaliser le recours aux services sociaux. De notre côté, nous engager dans l'embauche d'un salarié nous entraînerait dans des difficultés considérables et nous rendrait encore plus dépendant vis-à-vis de nos financeurs.

*Eric Tran* demande des précisions sur les partenaires associatifs de Mains Libres

*Elisabeth Bourguinat* vante la bonne collaboration de Mains Libres avec Les Captifs et la Croix Rouge et déplore les difficultés relationnelles avec les équipes de l'Agora et de la Maraude d'Emmaüs. Lors de la réunion avec les partenaires, elle se félicite qu'une représentante de la Clairière ait signalé qu'à la fin des travaux des Halles, la Ville prévoient de mieux coordonner les interventions des différentes associations

oeuvrant dans le quartier afin de savoir qui s'occupe de quoi, et pour la première fois la bagagerie a été citée comme faisant partie intégrante de ce réseau d'associations.

*Edlira Xhemo*, suivie par Emmaüs, pense qu'il y a peut-être une situation de concurrence entre Mains Libres et Emmaüs qui propose également une collation matinale jusqu'à 11h et la possibilité pour une personne hébergée de laisser ses affaires dans la journée.

*Daniel Touderte* fait remarquer que des assistantes sociales il y en a partout et qu'au lieu de tourner en rond, les usagers pourraient aller les voir. Il est formel : « Tant qu'on est à la rue on ne peut pas travailler ».

*Abdelbadi Riabi-Idrissi* : On est des gens à la rue et on est toujours là. Ça fait 4-5 ans que je suis à la rue, j'ai un suivi, un médecin, j'ai tout mais je n'ai pas de toit. Je le vois, il faut attendre 7-8 ans avant d'avoir la chance d'un hébergement définitif. Il faut faire des tas de démarches, il y a pléthore de papiers à faire, ça recommence toujours. Trois mois d'un côté dans un foyer, cinq mois ailleurs, des problèmes, j'ai vu des gens sortis par la police en plein hiver. On a besoin d'un toit.

*Jacqueline Rossi* : Si l'action de la bagagerie est intégrée dans un ensemble plus vaste, il faut veiller à s'opposer à l'exigence « il faut des résultats ». La logique de rentabilité mène dans le mur. Il ne faut pas se leurrer, on ne va pas vers des lendemains qui chantent, il y aura de plus en plus de pauvres, de plus en plus de gens dans la rue.

*Elisabeth Bourguinat* : Nous avons proposé de nous rencontrer plus souvent avec nos partenaires pour faire le point sur les démarches d'insertion de nos usagers et voir comment on peut les soutenir.

*Elisabeth Lacan* revient sur la notion de bénévolat. Il est fondamental pour être libre que notre structure ne fonctionne qu'avec des bénévoles. Nous offrons alors un service sans obligation de résultats. La politique de logement doit arriver de l'extérieur. Nous pouvons continuer à dénoncer le fait qu'il y ait trop de gens à la rue. La ville doit comprendre qu'on a les mains nues pour rendre un service utile, notre seul moyen d'action, c'est la relation.

*Jeanne Kalt* : on a mis les représentants de la ville devant leur incohérence : ils demandent plus de suivi de la part de nos partenaires qui répondent qu'ils n'ont déjà pas assez de personnel pour répondre à la demande en cours.

*Eric Tran* : on nous demande de pallier l'échec des travailleurs sociaux

*Ghislaine Bouayad*, ancienne responsable de la Croix Rouge du centre de Paris a beaucoup discuté avec Les Captifs et Emmaüs. Elle constate que dès qu'il y a subvention, on se fait enfermer dans une demande de résultats. Il faut retourner, contre la Ville, la responsabilité de la situation. C'est à eux de fournir le logement, il faut casser leur discours, s'il y a besoin d'autant de suivi, c'est qu'il n'y pas de proposition réelle pour sortir les personnes de la rue. Elle a aussi constaté l'immense bénéfice de faire travailler plusieurs associations ensemble ; ce n'est pas facile car chacune a ses problèmes et pourtant c'est une action très positive. Il y a beaucoup de bonne volonté de la part des personnes qui assurent les permanences mais il n'y a pas assez de liens entre eux, le CA et les associations externes. En résumé, deux directions : résister aux pressions de la Ville et développer les liens en internes et en externe.

*Etienne Louis* relève une contradiction entre les positions de Jeanne Kalt et celles de Ghislaine Bouayad. Il avait retenu que les bénévoles devaient rester en retrait.

*Elisabeth Bourguinat* fait la différence : l'échange de l'information n'est pas l'assistantat social. Il peut même arriver qu'à titre amical on décide d'accompagner une personne dans une démarche

*Etienne Louis* constate la défaillance totale des politiques publiques au niveau de l'Etat et de la Ville de Paris. La situation est lamentable. Pour lui, s'il y a des gens à la rue, c'est un crime imputable aux pouvoirs publics qui, par ailleurs, proclament tous le droit au logement.

*Frédéric Mantuila* : Mains Libres est une graine qu'il faut planter pour devenir un grand arbre. C'est une entreprise qui doit se poursuivre. Il faut être plus offensif, s'organiser pour recevoir des dons en faisant des affiches afin d'être plus indépendant financièrement

*Elisabeth Bourguinat* signale que Total vient de nous verser 5000€ grâce à l'intervention de la femme d'un de nos adhérents, tout comme Orange l'avait fait l'an dernier sur la demande d'une de leurs employées bénévole à Mains Libres. La récolte de dons se fait plus par réseau que par affiches.

*Bernard Sarrazin* revient sur le caractère offensif que l'on doit adopter. Désormais, la bagagerie est reconnue, elle peut avoir une parole forte car elle ne fonctionne qu'avec des bénévoles. Elle a donc une plus grande liberté de parole. Il faut taper le poing sur la table mais en faisant attention car dès qu'on a besoin de subventions, on peut être cassé.

*René Brousse* se souvient des premières négociations avec la Ville alors que nous n'étions pas en position de force, la Ville avait alors demandé un suivi des usagers et se souciait déjà du fait que la bagagerie ne devienne pas un point de fixation. Nous avons refusé de faire de l'insertion mais nous avons accepté l'idée de suivi social contre l'avis de Thierry Savignan plus radical qui rejetait cette obligation de suivi. Désormais, Mains Libres peut parler en s'appuyant sur ce qu'elle fait et être ferme. Le moment est venu, l'équipe actuelle doit passer la main à une nouvelle équipe qui devrait adopter une position plus offensive. Il voit dans la salle des présidentiables. En aucun cas, il ne faut laisser quiconque dire que la bagagerie crée du confort.

*Edliva Xbemo* renchérit « la bagagerie n'est pas un confort ».

*Emmanuelle Yu Ting* approuve les propos d'Etienne et nous informe que la ville de Paris a été condamnée à payer une amende pour ne pas avoir construit assez de logements sociaux, elle fait remarquer que l'information a été très vite retirée de la presse. Elle souhaiterait que la bagagerie se rattache à une autre association afin que les donateurs puissent bénéficier de la déduction fiscale.

*Elisabeth Bourguinat* répond que cette déduction fiscale est déjà possible, Mains Libres établit systématiquement un reçu fiscal au-delà de 50€ de don et qu'en deçà, il est possible de demander un reçu.

*Michel Morin* constate qu'au bout de 7 ans d'activité, les résultats sont considérables, le travail réalisé est fantastique malgré des relations externes parfois délicates et des relations internes à constamment tenir. Dans 6 mois, il nous faut arriver à constituer une équipe nouvelle qui prenne la direction. Avant de trouver un moyen de désignation des candidats, il nous faut les trouver. Il suggère que les adhérents réfléchissent très sérieusement à leur capacité à prendre en charge des tâches. Mais avant de penser à qui peut les assumer, il faut définir ces tâches. Pour cela, il faut rapidement constituer une équipe qui travaille à l'analyse des divers postes principaux.

*Frédéric Wyckaert* : La Ville n'a pas à mettre la pression sur la bagagerie. Je suis suivi par Emmaüs, pour un RSA minable, on m'impose des rendez-vous tous les mois, des horaires. Il faut que Mains Libres résiste à la proposition d'un suivi social de plus. C'est scandaleux que tant de gens soient à la rue, c'est la faillite du politique. Cela dit, il ne faut pas s'offusquer qu'on nous demande des comptes. On est dans une société qui demande toujours des résultats, si vous ne faites pas ceci, cela on vous coupe... La pression est permanente sur les gens qui sont en situation de précarité. Ça fait plus d'un an que je demande une tente, un truc chaud, on ne me le donne jamais. Emmaüs, Mains Libres, tout cela est un échec de la société. On n'est pas une fondation financée par des mécènes on est obligé de demander des subventions aussi faut-il faire attention Si on veut résister et garder une position forte, il faut des arguments solides.

*Jannick Beziau* : Mains Libres, c'est bien, on peut manger le soir, poser des bagages, avoir une chaleur humaine. Elle veut savoir si le nouveau local sera aussi bien sécurisé que celui-ci (réponse : oui) et si la salle des bagages est prévue en sous-sol ou au rez-de-chaussée (réponse : au rez-de-chaussée). Cela fait 28 ans qu'elle est à la rue, elle fréquente la bagagerie seulement depuis avril. Son problème fondamental n'est pas la rue et l'argent, c'est un fardeau intérieur. Dans les années 70, elle a travaillé 5-6 ans dans le secteur médical en tant qu'aide soignante mais elle ne se sentait pas à sa place, elle se sent plus à l'aise dans le relationnel, n'est pas une femme d'action. Se réinsérer, n'a pas pour elle de signification.

*Jean Redenil* pense qu'il faut faire de gros efforts, il signale les comportements problématiques de Laurent Choisnel et de Martine Martin qui font leur petit chef quand ils sont de permanence. Shopon Chaudory lui a demandé d'intervenir sur l'accusation de l'occupation des WC, il arrive de bonne heure et a l'habitude de se brosser les dents. Par rapport au Conseil d'administration, il regrette que les comptes rendus arrivent

tard, il faudrait aller plus vite. Concernant la maintenance des ordinateurs, il signale que la relation entre Gilles Pourbaix et Laurent Bouley n'avance pas. Il semble que Gilles n'a pas envie de s'investir, il faut trouver une autre personne. Suite à un appel dans la salle, il semble qu'Edlira Xhemo pourrait assumer une partie de la maintenance informatique à condition qu'il y ait une aide. Il a remarqué qu'il y a de plus en plus de laisser aller quand à l'usage des ordinateurs, les usagers navigent d'un ordinateur à l'autre sans contrôle réel, il faut de nouveau être vigilant sur le temps d'attribution des ordinateurs.

*Elisabeth Bourguinat* rappelle que le matin au moment de l'arrivée des usagers, la demande d'accès aux WC est forte. Elle a demandé à Shopon Chaudory de ne pas bloquer les WC à ce moment là.

*Françoise Aba* revient sur la question du logement social en rappelant que les citoyens ont aussi leur responsabilité car ils refusent trop souvent la construction de logement sociaux à côté de chez eux. Elle propose de s'associer à la pétition qui réclame la construction de logement sociaux destinée à faire pression sur les maires.

*Bernard Blot* : demande si on a assez de bénévoles actuellement et ce que l'on pourrait faire pour se faire connaître et pour recruter.

*Elisabeth Bourguinat* répond qu'en ce moment, qu'au niveau des permanences, ça se passe plutôt bien. Pour le planning, il y a un ou deux trous par semaine qu'on arrive à combler facilement.

*Bernard Blot* fait remarquer que le site n'a pas été actualisé depuis longtemps et qu'il serait bien de la faire, par exemple, on aurait du prévoir de prendre des photos de la réunion de ce matin pour actualiser le site.

*Ibo Félix Akou* s'oppose fermement à la demande d'insertion que la Ville veut imposer à la bagagerie. Dire qu'on est bien ici est scandaleux. On n'est pas heureux, personne ne peut être heureux dans la rue. C'est à la ville de trouver des logements. A la bagagerie, on n'est pas des coqs en pâte, on dit qu'on boit du café, « moi, je ne bois que du chocolat ».

*Valérie Dano* l'insertion c'est important pour certains pour retrouver un logement. Elle est contente du fonctionnement de la bagagerie, c'est utile. Au niveau des permanences, c'est très bien aussi.

*Georges Gazua* s'insurge contre l'affirmation selon laquelle « être dans la rue et la bagagerie c'est bien ». Il aimerait voir les gens de la mairie dormir une fois avec les gens dans la rue pour apprendre à dormir dans la rue, il voudrait voir combien ils seraient contents et heureux

*Bernard Sarrazin*. Relève un problème de formulation à propos du contrôle du suivi, nous n'avons pas à dénoncer quelqu'un parce qu'il n'a pas de suivi, c'est aux associations d'assumer ce suivi.

*Elisabeth Bourguinat* rappelle qu'il y a une prochaine réunion programmée avec les associations pour prendre en charge les quelques personnes non suivies.

*Eric Tran* s'interroge sur le droit de la Ville de contrôler Mains Libres par la subvention alors que les subventions diminuent.

*Bernard Dubois* donne une précision : certes la Ville de Paris nous subventionne, mais ce qu'on fournit en temps de bénévoles est aussi important. Le temps des bénévoles est estimé à 50000€ soit autant que les 50000€ qu'il nous faudra prévoir pour notre prochain loyer. Il rappelle que le rôle de la Ville est de contrôler. Il participe actuellement à la création d'une autre association ; la Ville de Paris qui demandait des précisions sur les relations avec les associations partenaires prévues a assoupli sa position au regard de l'expérience positive qu'il a pu avancer concernant l'expérience de Mains Libres à laquelle il a également participé.

*Elisabeth Bourguinat* propose de conclure la réunion et d'adresser le compte-rendu à la Ville.

Elle rappelle :

- l'opération bal de bourse qui a lieu samedi prochain. C'est une opération lourde qui nécessite au moins 20 volontaires. C'est sympa, facile à faire mais c'est long (de 15h30 à 3h du matin). Les gens n'arrivent qu'à

17h. On offre 10€ à tous les bénévoles pour le repas qu'ils peuvent prendre sur place en achetant aux vendeurs qui sont dans la salle. Cette action rapporte beaucoup. On a 1200 cintres à 1€ le vestiaire ca fait une possibilité de 1200€ plus les 300€ pour le ménage. Les volontaires doivent s'engager pour toute la soirée sauf ceux qui ont des problèmes de santé. Cette nuit là, les SDF volontaires dorment exceptionnellement dans la bagagerie. Réunion de préparation jeudi 22 à 18 h. à la bagagerie pour expliquer les différentes tâches. Il faut que tout le monde soit capable d'accomplir toutes les tâches.

- le repas annuel de Mains Libres fixé au 25 janvier. Il aura lieu au centre d'Animation des Halles. On mangera sur place mais sans table avec une possibilité de projection « power point », d'un film, présentation d'un sketch, etc. Il faut trouver des volontaires pour l'équipe de cuisine, le service, le spectacle. Etant donné les lieux, le repas sera style buffet.

La réunion se termine à 11 h 30